

**Point de presse du sous-directeur de
la presse -
Luxembourg/Intervention de M.
Jean-Marc Ayrault à l'Institut
Pierre Werner - Nations
unies/Droits sexuels et
reproductifs/Participation de
Jean-Marie Le Guen à la
commission sur la population et le
développement - Syrie/Nations
unies/Cinq millions de réfugiés
syriens selon le HCR -
Pakistan/Assassinats dans un
sanctuaire soufi - Nations
unies/République démocratique du
Congo/Prolongation du mandat de
la MONUSCO - Nations
unies/Traité d'interdiction des
armes nucléaires
(Paris, 03 avril 2017)**

Au point de presse de ce jour, le sous-directeur de la presse a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Luxembourg - Intervention de M. Jean-Marc Ayrault à l'Institut Pierre Werner (3 avril 2017)

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, participe aujourd'hui au Luxembourg, avec ses homologues luxembourgeois et allemand à un débat public à l'Institut Pierre Werner, structure de coopération culturelle tripartite.

Ce débat permettra à M. Jean-Marc Ayrault, M. Jean Asselborn et M. Sigmar Gabriel de s'exprimer sur l'avenir de l'Europe et de rappeler leur attachement à la coopération entre la France, l'Allemagne et le Luxembourg dans un cadre trilatéral, transfrontalier et européen.

Cette rencontre donnera lieu à des échanges avec le public et les élèves du lycée français Vauban, du lycée luxembourgeois l'Athénée, et du lycée germano-luxembourgeois Schengen de Perl.

2 - Nations unies - Droits sexuels et reproductifs - Participation de Jean-Marie Le Guen à la commission sur la population et le développement (3 avril 2017)

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé du développement et de la Francophonie, participe ce lundi 3 avril à l'ouverture de la Commission des Nations unies sur la population et le développement au siège des Nations unies à New-York. Dans son intervention, il rappellera l'attachement de la France au respect et à la promotion des droits sexuels et reproductifs, en tant que droits fondamentaux contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable.

M. Jean-Marie Le Guen insistera en particulier sur le droit des jeunes à faire des choix libres et éclairés quant à leur vie personnelle et en particulier à avoir accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Près de 22 millions de femmes dans le monde risquent leur vie chaque année pour éviter une grossesse non désirée.

Convaincu que l'accès à la planification familiale et à l'avortement sûr et légal sont des conditions essentielles de l'autonomisation des femmes, le secrétaire d'État affirmera le plein soutien de la France à l'initiative «She decides», lancée par les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark et la Suède. Cette initiative mobilisatrice rappelle que les femmes doivent être en mesure de décider à quel moment elles veulent des enfants et combien elles en veulent.

3 - Syrie - Nations unies - Cinq millions de réfugiés syriens selon le HCR (30 mars 2017)

Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés vient de rendre public son estimation du nombre de réfugiés syriens : plus de 5 millions de personnes, soit environ un quart de la population du pays, sont désormais réfugiés, principalement en Turquie, au Liban et en Jordanie. Avec les 6,3 millions de déplacés à l'intérieur du pays, plus de la moitié de la population syrienne a été contrainte de fuir son foyer depuis le début du conflit.

Il y a donc urgence à parvenir en Syrie à une solution politique qui est seule de nature à ramener la paix et la stabilité. C'est l'objet des négociations sous l'égide des Nations unies qui doivent se poursuivre à Genève. Dans l'immédiat, le respect du cessez-le-feu et l'accès des populations civiles à l'aide humanitaire doivent être assurés. Il appartient notamment à la Russie et à l'Iran d'y inciter le régime syrien.

La conférence de Bruxelles du 5 avril, à laquelle participera M. Jean-Marc Ayrault, permettra de rappeler la mobilisation de la communauté internationale et sa détermination à soutenir les réfugiés syriens et les pays qui les accueillent.

4 - Pakistan - Assassinats dans un sanctuaire soufi (2 avril 2017)

La France a appris avec indignation l'attaque commise le 2 avril 2017 contre des fidèles réunis dans un sanctuaire soufi près de Sarghoda dans la province du Pendjab au Pakistan, qui a fait vingt morts. Elle condamne cet acte odieux et adresse ses condoléances aux familles des

victimes.

Après le meurtre d'un représentant de la communauté ahmadie et l'attentat contre une mosquée chiite la semaine dernière, la recrudescence des violences contre les minorités religieuses suscite l'inquiétude. Les autorités pakistanaises doivent tout faire pour protéger ces minorités et traduire les responsables de ces violences en justice.

La France défend partout dans le monde la liberté de religion et de conviction. Elle dénonce toutes les violences interconfessionnelles.

5 - Nations unies - République démocratique du Congo - Prolongation du mandat de la MONUSCO

Nous saluons l'adoption à l'unanimité, le 31 mars, de la résolution 2348 du conseil de sécurité des Nations unies qui renouvelle pour un an le mandat de la mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

Ce texte, négocié par la France, est une étape importante alors que ce pays connaît une situation institutionnelle préoccupante qui nécessite la mise en oeuvre de l'accord politique signé le 31 décembre 2016 prévoyant la tenue d'élections d'ici la fin de l'année. La présence de groupes armés dans l'Est du pays et l'apparition de nouveaux foyers de violence, au Kasaï notamment, justifiaient l'adaptation de la mission dans son mandat et dans sa composition pour lui permettre de relever les défis immenses qui l'attendent.

Dans ce contexte, la mission dispose désormais d'un mandat qui se concentre sur deux priorités stratégiques majeures : la protection des civils ; l'appui à la mise en oeuvre de l'accord du 31 décembre et au processus électoral.

6 - Nations unies - Traité d'interdiction des armes nucléaires

Q - Pourquoi la France ne participe-t-elle pas à la conférence des Nations unies pour négocier un traité d'interdiction des armes nucléaires ? Que fait-elle pour mettre en oeuvre son engagement de désarmement nucléaire au titre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ?

R - La France a voté contre la résolution 71/258 (2016) de l'Assemblée générale des Nations unies ouvrant les négociations sur un traité d'interdiction des armes nucléaires et elle ne participe pas aux négociations de ce traité qui se sont tenus à New York du 27 au 31 mars et qui se poursuivront du 15 juin au 7 juillet 2017.

Le projet de traité d'interdiction des armes nucléaires est en décalage avec le contexte stratégique, caractérisé par les tensions régionales et la prolifération des armes de destruction massive, dont témoigne par exemple la menace nucléaire nord-coréenne. Dans ce contexte, la

France et l'OTAN continuent de fonder leur sécurité ultime sur la dissuasion nucléaire.

La France demeure également préoccupée par le fait qu'un traité d'interdiction des armes nucléaires divisera les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui demeure la pierre angulaire du système de sécurité collective.

La France a déjà pris des mesures concrètes et substantielles de désarmement nucléaire, notamment en réduisant de moitié son arsenal nucléaire, en arrêtant les essais nucléaires et en cessant, de manière irréversible, la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires.

Pour la France, la négociation d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires (FMCT, dit traité «cut-off») est une priorité et la prochaine étape logique du désarmement nucléaire, avec l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Ces deux instruments sont complémentaires car ils permettent de limiter le développement qualitatif et quantitatif des arsenaux nucléaires.

La réduction des arsenaux nucléaires russes et américains, qui représentent 90% du stock mondial d'armes nucléaires, est une autre priorité importante.

Nous poursuivrons également nos efforts en faveur de la sécurité et de la stabilité internationales, y compris dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive./.